



## Communiqué du collectif Destocamine.

### ENFIN L'ETAT REEXAMINE LA SITUATION DE STOCAMINE !

Le collectif Destocamine salue l'annonce faite le 18/04/2018 par Monsieur N.HULOT Ministre de la transition écologique et solidaire : « Stocamine : une étude sur la faisabilité d'un déstockage intégral des déchets ». Le ministre s'engage à ce que des éléments de réponse à ces quatre points soient donnés avant la fin de l'année 2018 :

- 1) expertiser par un organisme indépendant des MDPA la durée, le coût et les moyens à mettre en œuvre en prenant en compte les risques
- 2) clarifier le contenu effectif en précisant l'impact possible sur la nappe
- 3) clarifier le calendrier de réalisation des bouchons et les éléments sur l'état des galeries
- 4) se poser la question du délai du rebouchage des puits, surveillance in situ.

Mais le Ministre exclut le bloc 15 d'office.

Le collectif Destocamine considère que, malgré toutes ses nombreuses demandes, jusqu'à maintenant, toutes les options n'ont pas été examinées et en particulier le **déstockage total**. C'est pourquoi il se félicite du fait que le ministre se décide enfin à réétudier ce dossier et, surtout, que cela se fera indépendamment des MDPA qui ont orienté toutes les nombreuses expertises réalisées jusqu'à présent. Ce sont bien les MDPA qui portent l'entière responsabilité de l'impasse actuelle.

Nous rappelons que nous plaidons depuis toujours pour un déstockage total de tous les déchets entreposés par Stocamine à Wittelsheim, y compris ceux qui se trouvent dans le bloc 15, site de l'incendie (1800 tonnes). A l'instar de ce qui a déjà été dit lors du COPIL en 2011 par les experts du collège des associations de la CLIS, nous maintenons que le bloc 15 peut être assaini, si besoin par des engins téléguidés (voir décharge de Koelliken). Nous ne comprenons pas pourquoi le bloc 15 est exclu a priori de l'étude par le Ministre.

Lors de la CLIS de décembre 2017, les associations ont demandé un moratoire sur les opérations en cours au fond de la mine. Les associations réitérèrent leur demande de geler les essais de barrages en béton et de confinement jusqu'au rendu de l'étude commandée.

Notre recours en justice contre l'arrêté préfectoral autorisant l'enfouissement définitif est toujours en cours au Tribunal Administratif. Ce recours contentieux s'appuie sur des arguments techniques tels que la non prise en compte suffisante des aléas miniers, du risque sismique, la durée de l'ennoyage nettement surévaluée, l'incompatibilité des barrages de béton avec les déchets stockés. Notre demande de déstockage total s'appuie sur 12500 signatures remises en 2012 au Préfet, sur de nombreuses manifestations et débats publics, nombreuses signatures de pétitions par les citoyens : 31744 messages envoyés au président Macron et Ministre Hulot début 2018 et toutes les expressions lors de l'enquête publique de 2018 ainsi que les prises de position de tous nos élus.

Le collectif demande que le bloc 15 soit inclus dans l'étude lancée par le Ministre.

Destocamine demande à être reçu dans le cadre de cette étude.

Wittelsheim le 24 04 2018

Contact : 06 87 16 37 86 ou 06 81 50 92 90